



Agence Française
de Développement
Appui à la Gestion des
Connaissances (AGC)
Direction de la Stratégie
Département de la Recherche
5, rue Roland Barthes
75012 Paris / France
www.afd.fr

kaléidoscope

Dans ce numéro

DEFIS MONDIAUX

- Santé
- Agriculture

GEOGRAPHIES

- Maghreb
- Asie

ORGANISATIONS

- Banque mondiale
- ONG

DEBATS SUR L'AIDE ■ La gestion de l'aide : pratiques des pays membres du CAD
■ Volatility of Development Aid: From the Frying Pan into the Fire ■ S'approprier les politiques de développement : nouvelle mode ou vieille rengaine ? Une analyse à partir des expériences du Burkina Faso et du Rwanda

A NE PAS MANQUER ■ Diversité culturelle et mondialisation ■ Rapport du FEMISE 2005 sur le partenariat euro-méditerranéen
■ Principaux points de la déclaration de Hong Kong

Editorial

Opérationnaliser la croissance « pro-pauvres » en Afrique de l'Ouest

Atelier à Bamako, Mali . 11 - 13 mai 2006

Promouvoir la croissance et la réduction de la pauvreté à travers une approche régionale.

L'Agence Française de Développement organise cet atelier en partenariat avec la Banque mondiale, le Department for International Development (UK DFID), la coopération allemande (GTZ et BMZ) et la Banque Africaine de Développement. Il vise à réunir des experts ouest-africains en matière de croissance et de réduction de la pauvreté pour partager les leçons des expériences de pays et pour réfléchir, avec les partenaires de développement, sur des stratégies régionales de croissance pro-pauvres en Afrique de l'Ouest.

La réunion a pour objet de comprendre les défis de la croissance et de la réduction de la pauvreté en répondant aux questions suivantes : que pouvons-nous apprendre en comparant les différentes études de cas et recommander pour les approches et actions à venir ? Dans quelle mesure l'intégration régionale peut-elle aider à promouvoir la croissance et à réduire la pauvreté ? Peut-on identifier différents secteurs clés où mettre en œuvre ces stratégies régionales ?

La conférence s'articulera autour des thèmes suivants :

▶ *Croissance et réduction de la pauvreté*

- Trois exemples positifs : Ghana, Burkina Faso, Sénégal.
- Défis à surmonter : Nigeria, pôle d'impulsion dans le processus régional de croissance.
- « Etats fragiles », comment les intégrer dans les processus régionaux de croissance.

▶ *Stratégies régionales pour promouvoir la croissance et réduire la pauvreté*

- Rôle des institutions : impact des organisations régionales.
- Rôle des infrastructures.
- Rôle des échanges et des acteurs intra-régionaux.

▶ *Stratégies nationales et régionales de lutte contre la pauvreté*

- L'exemple du Mali.

L'objectif de l'atelier est de créer des partenariats solides entre gouvernements, bailleurs de fonds, société civile et secteur privé, afin de mettre en œuvre les moyens nécessaires pour renforcer le rôle des organisations régionales pour intégrer les pays et populations marginalisés dans le processus de croissance ; améliorer la coopération entre pays afin de dynamiser les échanges intra-régionaux, l'accès aux marchés agricoles et le développement du secteur privé.

Défis mondiaux

Santé

L'ouvrage

Le mystère des épidémies : grippe, rage, méningite, sras...

Rodhain, F. - 2005, 429 p. - Cote H3.034

Rendues plus fulgurantes encore par la généralisation des transports et parce que leur monde s'adapte toujours plus vite au nôtre, les nouvelles épidémies représentent une menace permanente, inattendue, effrayante, et ce même dans les pays socio-économiquement développés, malgré les progrès accomplis dans les domaines de la biologie, de la technique médicale et de l'hygiène. Un collectif de chercheurs dresse ici l'état le plus précis des dernières découvertes. Comment naissent les épidémies, comment s'y préparer, savoir s'en prémunir. Pour la première fois, une équipe de médecins révèle les mystères des épidémies et analyse les axes de recherche à développer.

Le rapport web

Rapport d'information fait au nom de la Commission des affaires sociales sur l'épidémie de chikungunya à la Réunion

SENAT - 2006, 56 p.

Au 3 mars 2006, l'Institut de veille sanitaire estimait à 186 000 le nombre de cas observés depuis l'apparition du virus sur l'île de La Réunion, un an auparavant, et à 93 le nombre de décès causés directement ou indirectement par le chikungunya. Ce rapport décrit la maladie, l'expansion de l'épidémie, sa transmission, la situation sanitaire à La Réunion et dans les îles de l'Océan Indien. Il décrit un « désastre économique », tous les secteurs d'activité étant touchés (consommation, bâtiment, tourisme) et souhaite préparer l'avenir grâce à une coopération régionale renforcée, à la poursuite des recherches pour mettre au point un vaccin et aux mesures annoncées par le Premier ministre. Des experts exposent leur point de vue sur la maladie, son traitement, ses séquelles éventuelles et l'état de la recherche.

L'article

Industrie pharmaceutique : l'Inde se met aux normes
Creusillet, S. - Le Moci, n° 1727, 2005 pp. 32-36

A l'échelle locale, l'Inde a bâti en trente ans une puissante industrie pharmaceutique. La raison de ce succès ? L'Inde propose les médicaments parmi les moins chers au monde. La réforme de la législation sur la protection des brevets, jusque-là très permissive, jette les bases d'un nouvel essor de son industrie pharmaceutique qui vise les marchés occidentaux et recherche des partenariats avec des entreprises étrangères. Les exportations indiennes de produits pharmaceutiques (1,74 milliard d'euros) connaissent une croissance annuelle de 20-25 % depuis les années 1990. Un guide répertoire de la Mission économique de Bombay, publié en juin 2005, décrit la situation de ce marché en pleine mutation et notamment sa fragmentation. Les 250 sociétés les plus importantes (indiennes et multinationales) se partagent 70 % des ventes. Les 30 % restants doivent satisfaire les appétits de quelque 20 000 petites entreprises.

Défis mondiaux

Agriculture

L'ouvrage

Enjeux phytosanitaires pour l'agriculture et l'environnement : pesticides et bio pesticides, OGM, lutte intégrée et biologique, agriculture durable

Regnault-Roger, C. - 2005, 1013 p. - **Cote A2.111**

Après un demi-siècle d'utilisation intensive de produits phytosanitaires organiques de synthèse, d'effets non intentionnels et de désordres écologiques, un des enjeux essentiels de l'agriculture du XXI^e siècle est de répondre à la demande croissante de respect de l'environnement. La protection des cultures est devenue un défi majeur. Pour aider à le relever, cet ouvrage se présente comme une réflexion globale sur la lutte phytosanitaire passée, présente et future. Il rassemble les contributions de chercheurs et d'universitaires, d'experts et de professionnels de la protection des végétaux, dresse un état des lieux et dégage des perspectives. Après avoir examiné les activités phytopharmaceutiques des pesticides organiques de synthèse et leurs impacts toxicologiques et environnementaux, il traite des approches alternatives, complémentaires et innovantes de l'agriculture intégrée, raisonnée ou biologique, ainsi que des bio pesticides et des organismes génétiquement modifiés. Il aborde les dimensions économiques ou réglementaires et analyse les méthodes de surveillance et de contrôle mises en œuvre.

Le rapport web

GM Contamination Report 2005: a review of cases of contamination illegal planting and negative side effects of genetically modified organisms

GREENPEACE / GENEWATCH UK - 2006, 34 p.

A l'ouverture de la réunion des 132 pays signataires du Protocole de biosécurité (dit Protocole de Cartagène), rassemblés à Curitiba (Brésil) du 13 au 17 mars, un rapport accablant sur la contamination génétique a été diffusé. Ce premier inventaire mondial liste 113 incidents qui se sont produits depuis la mise en culture commerciale à grande échelle d'OGM en 1996. On relève ainsi 88 contaminations

L'AGENDA

- 1er-19 mai 2006 - Comité sur des droits économiques, sociaux et culturels - HCDH, Genève, Suisse
- 8-11 mai 2006 - Salon de l'eau et de l'environnement - SIEE, Pollutec, Alger, Algérie
- 17-19 mai 2006 - Forum international des acteurs de la ville - Global City, Lyon, France
- 18-19 mai 2006 - Salon méditerranéen de la maîtrise des énergies, EIE-ADEE, Saint-Raphaël, France
- 22-26 mai 2006 - Assemblée mondiale de la santé OMS, Genève, Suisse
- 31 mai-2 juin 2006 - 9^{ème} Carrefour international du bois, CNBM, ministère de l'Agriculture et de la Pêche, Nantes, France
- 31 mai-2 juin 2006 - Session spéciale de l'Assemblée générale des Nations Unies - Bilan à 5 ans de la déclaration d'engagement des chefs d'Etat et de gouvernements sur le VIH/Sida

(pollinisation de plantes non transgéniques), 17 plantations illégales et 8 « effets négatifs », comme le développement inattendu de résistances à des herbicides ou insecticides. Pour la majorité des pays en développement, sans législation nationale spécifique sur les OGM, le Protocole de biosécurité constitue l'unique rempart de protection. Greenpeace réclame aux 132 Etats signataires du Protocole une réglementation pour l'identification et l'étiquetage des OGM dans les cargaisons internationales d'alimentation humaine et animale.

L'article

Conférence internationale sur la réforme agraire et le développement rural

Inter-réseaux, Bulletin de veille, n° 74, 2006, 12 p.

Cette conférence a réuni, à l'initiative de la FAO, des représentants de 96 pays à Porto Alegre, au Brésil les 7 et 8 mars 2006. Deux textes concernant la création d'un réseau d'information sur la réforme agraire et le développement de la formation sur ce sujet ont été signés. Durant les débats, la vision européenne valorisant l'accès à la sécurité alimentaire par l'ouverture des marchés (en particulier dans le cadre des accords de partenariat économique entre l'Union européenne et les pays de la zone ACP) semble avoir été fortement critiquée par les organisations paysannes africaines qui réclament le droit à la souveraineté alimentaire.

Géographies

Maghreb

L'ouvrage

Les défis et les peurs : entre Europe et Méditerranée

Fabre, T. - 2005, 298 p. - Cote ZMT.036

Quels sont les défis auxquels l'Europe sera confrontée dans ses relations au monde méditerranéen ? Démographiques, migratoires, identitaires et culturels, politiques et géopolitiques... La liste est longue et la représentation dominante est celle de la peur. Et si, l'espace d'un instant, on retournait la carte et on s'interrogeait : qui fait peur à l'Autre ? Qui détient la force militaire, la puissance économique, l'hégémonie culturelle, la cohésion politique et institutionnelle, si ce n'est d'abord l'Europe ? Face au climat de guerre, de tension et de menace qui s'est progressivement instauré après le 11 septembre, le temps est venu d'ouvrir bien grands les yeux sur notre époque et de se donner les moyens de la comprendre. Ce livre tente ainsi d'identifier les principaux défis qui caractérisent les relations entre Europe et Méditerranée. Face aux peurs réciproques, qui conduisent invariablement vers le repli, pourquoi ne pas relever ceux qui s'annoncent et chercher ainsi à inventer un avenir commun, entre Europe et Méditerranée ?

Le rapport web

Migrations méditerranéennes

Fargues, P. - 2005, 399 p.

Tout en se félicitant de la publication de ce rapport par Le Consortium euro-méditerranéen pour la recherche appliquée sur les migrations internationales (CARIM), la Commission européenne estime que c'est un document qui remédie au manque cruel d'observations et d'analyses statistiques relatives aux flux migratoires sur les deux rives de la Méditerranée. La commission juge ce rapport très important, car il donne un aperçu des politiques migratoires dans la région méditerranéenne en 2005 et permet de mieux comprendre quels sont les liens entre migration et développement. Selon Franco Frattini, vice-président de

la Commission européenne, ce rapport est le premier à donner de cette question une perspective Sud-Nord et non l'inverse. En effet, le rapport contient un aperçu régional, suivi d'une section consacrée à chacun des dix pays méditerranéens du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (Maroc, Algérie, Tunisie, Egypte, Territoires Palestiniens, Israël, Jordanie, Liban, Syrie, Turquie) et comporte des informations sur les dimensions démographiques, économiques, juridiques et politiques des migrations.

L'article

Le système bancaire algérien ou de la difficulté à venir à bout des réformes

Benomar, F. - Techniques financières & développement, n° 81, déc. 2005, pp. 30-36

Dès les années quatre-vingt, l'Algérie a peu à peu abandonné son modèle d'économie planifiée et centralisée pour une économie dite de marché. En effet et ce jusqu'à cette période, la sphère de la production industrielle était réservée au secteur public, l'Etat était donc au coeur de l'économie. Il ne se contentait pas d'assumer ses privilèges régaliens mais intervenait directement dans l'organisation des échanges et de la production. Avec bien entendu comme principe propre à la pensée socialiste, que la gestion des biens de production reste entre les mains de la collectivité. Constatant d'une part, que la planification centralisée ainsi que le contrôle de l'Etat faisaient obstacle à la croissance économique, et que d'autre part la population algérienne réclamait plus de démocratie, l'Algérie a mis en place un programme ambitieux de réformes économiques et sociales. Cet article aborde trois dimensions de ces réformes : la première partie présente une réflexion générale sur l'évolution économique de l'Algérie depuis 1980, la deuxième aborde les réformes du système bancaire, et la troisième partie passe en revue les perspectives qui sont offertes à cette économie.

Géographies

Asie

L'ouvrage

Le Laos au XXI^e siècle : les défis de l'intégration régionale

Pholsena, V. ; Banomyong, R. - 2004, 240 p. - Cote
PLA0.10

En ce début de XXI^e siècle, comment apprécier la place du Laos en Asie du Sud-Est ? L'Etat tampon de la guerre froide saura-t-il exploiter sa position centrale dans la péninsule indochinoise, à la porte de la Chine, pour s'imposer comme un pays charnière ? Le programme de développement du Grand Mékong l'aidera-t-il à se désenclaver ? Son adhésion à l'Asean lui permettra-t-elle d'affirmer son identité, de s'affranchir des relations parfois difficiles qu'il entretient toujours avec le Viêt Nam ou la Thaïlande ? Pourra-t-il à la fois rattraper son retard économique et technologique vis-à-vis de ses voisins et gérer sa différence politique ? Comment la société laotienne s'adaptera-t-elle à tous ces bouleversements ? A travers cet ouvrage, les auteurs font émerger les enjeux et mécanismes de l'intégration régionale du Laos.

Le rapport web

Les échanges commerciaux entre la Chine et la France

Dreyfyus, T. ; Novelli, H. - 2005, 82 p.

L'importance croissante du commerce extérieur chinois bouleverse certains marchés mondiaux, ce qui inquiète les pays industrialisés qui perçoivent la Chine comme une menace. L'afflux des produits chinois sur le marché de l'habillement, depuis la levée des quotas le 1^{er} janvier 2005, a provoqué l'effolement. La France s'inscrit en retrait dans les échanges avec la Chine. En effet, sa part de marché ne cesse de se dégrader depuis 1997, pour atteindre 1,35 % en 2004. La France est le quinzième fournisseur derrière l'Allemagne dont la part de marché s'élève à 5,4 %. En matière d'investissements, elle se situe au dixième rang des investisseurs étrangers, avec 1,2 % du stock des

L'AGENDA

- 4-6 mai 2006 - Réunion annuelle Banque asiatique de développement, Hyderabad, Inde
- 10-14 mai 2006 - 39^{ème} Session de la Commission économique pour l'Afrique - ONU, Ouagadougou, Burkina Faso
- 16 mai 2006 - Présentation des perspectives économiques en Afrique - OCDE / BAD, Paris, France
- 17-20 mai 2006 - Salon méditerranée de l'Agriculture et de l'alimentation - Sfax, Tunisie
- 25 mai 2006 - Journée mondiale de l'Afrique
- 30 mai 2006 - Journée Tunisie - Chambre de commerce et d'Industrie, Lyon, France

investissements. Toutefois, la spécialisation des entreprises françaises correspond de plus en plus à l'évolution des besoins de la Chine dans le domaine de l'énergie, les transports, la protection de l'environnement, le secteur des biens de consommation et des services. Ce rapport propose des pistes de réflexion pour les entreprises françaises, notamment les PME.

L'article

L'Inde émergente, ou la sortie des temps post coloniaux

Racine, J. L. - Hérodote, N° 120, pp. 30-46

Cet article évoque les débats intellectuels qui ont incité à réviser non seulement l'histoire coloniale mais aussi l'historiographie nationaliste, car les auteurs indiens ont joué un rôle considérable dans la construction de la pensée postcoloniale, appuyée sur la critique de l'orientalisme et sur la déconstruction postmoderne appliquée à l'Inde contemporaine. Avant d'éclairer ces débats, l'auteur s'arrête sur ce que furent les principes des temps postcoloniaux, aux lendemains de l'indépendance. Cette approche permet ainsi de saisir le sens des attaques portées contre le modèle Nehru, puis la signification de la grande transition en cours, celle de l'Inde émergente qui s'engage, à contrepied de ses intellectuels critiques mais à l'image de leur parcours transcontinental.

Organisations

Banque mondiale

L'ouvrage

La Banque mondiale a-t-elle changée ?

Coussy, J. ; Cling, J.-P. ; Bast, E. ; Waskow, D. ; Hai-Joon, T. - *L'Economie politique*, n° 30, 2006, pp. 7-65

La Banque mondiale change, du moins ce qu'elle écrit change. Un rapport consacré à la croissance durant la décennie 90, contestait les vertus supposées de la libéralisation commerciale et financière pour les pays en développement. L'institution tend désormais à reconnaître que les conditions sociales et politiques d'un pays ont autant d'importance pour son développement que sa situation économique. Pour autant, la Banque mondiale n'a pas réalisé sa « révolution copernicienne ». Comme le FMI, elle saisit mal la complexité des relations existantes entre les institutions d'un pays et son développement. Surtout, sur le plan des politiques concrètes demandées aux pays du Sud, ses représentants sur le terrain en restent le plus souvent à l'approche de l'ajustement structurel. La Banque mondiale est confrontée à trois évolutions possibles : une ouverture passagère, le lieu d'une bataille rangée entre les anciennes équipes et les réformistes, à moins qu'elle ne devienne progressivement un des lieux de formation d'un nouveau consensus idéologique, source de nouvelles politiques.

Le rapport web

Banque mondiale : 10 ans de déclin des politiques environnementales et sociales

Les Amis de la Terre, 2006, 18 p.

Reconnaissant l'importance d'atténuer les impacts négatifs des projets de développement, la Banque mondiale et d'autres bailleurs de fonds internationaux ont développé des politiques sociales et environnementales pour guider leurs prêts dans les décennies 80 et 90. D'autres bailleurs de fonds internationaux ont adopté ces politiques qui leur ont permis d'améliorer la qualité des projets et leur durabi-

lité. Ainsi, plusieurs agences de crédit à l'exportation et des banques privées sans aucun mandat de développement ont adopté des politiques environnementales et sociales communes, souvent basées sur celles de la Banque mondiale. Ces organismes reconnaissent désormais le besoin de plus de rigueur dans l'analyse ainsi que l'atténuation des risques, car ils perçoivent que la négligence des impacts sociaux et environnementaux augmente souvent le risque politique et financier d'un projet. La Banque a échoué dans la mise en oeuvre intégrée et la mise à jour cohérente de ses politiques de sauvegarde, qui auraient dû se baser sur les meilleures pratiques les plus récentes et les résultats des évaluations participatives.

L'article

La stratégie de financement de la Banque mondiale en Afrique pour les trois ans à venir

Lomme, R., 2005, 3 p.

Ce document présente le plan d'action de la Banque mondiale en Afrique subsaharienne pour les trois prochaines années. Il s'inscrit dans le contexte de la priorité donnée à l'Afrique par les pays du G8 au sommet de Gleanagles pour la réalisation des Objectifs du Millénaire et la perspective du doublement de l'aide publique extérieure au continent africain avant la fin de la décennie. Ce plan d'action précise les priorités, modalités d'intervention de la Banque et les critères d'évaluation de sa performance. Il s'assigne trois objectifs principaux : le renforcement des capacités institutionnelles et de la gouvernance, l'accélération de la croissance potentielle et une meilleure répartition des fruits de la croissance.

Organisations

ONG

L'ouvrage

La diplomatie non gouvernementale : les ONG peuvent-elles changer le monde ?

Rouille d'Orfeuill, H. - 2006, 204 p. - Cote ORI

Ce livre repose sur une longue expérience des négociations internationales, l'auteur examine les processus diplomatiques de ces quinze dernières années et propose des clés de lecture aux analystes qui s'intéressent à la construction d'un État de droit international. Il donne aussi des pistes d'action aux responsables d'associations et aux citoyens engagés dans la construction d'une mondialisation soucieuse du respect des droits sociaux et environnementaux. Depuis quinze ans, cette diplomatie non gouvernementale a permis des avancées non négligeables pour la défense des droits humains, économiques et sociaux.

Le rapport web

Direction générale pour l'aide humanitaire de la Commission européenne : stratégie opérationnelle 2006

UNION EUROPEENNE / ECHO - 2006, 22 p.

Ce rapport donne les orientations et les priorités de la Direction générale pour l'aide humanitaire de la Commission européenne (DG ECHO) pour la période 2006. La DG ECHO met en œuvre sa mission d'aide humanitaire par l'intermédiaire d'organisations spécialisées : agences des Nations Unies, Croix-Rouge, Croissant Rouge et ONG. Cette mission vise à faciliter le retour des populations à l'autosuffisance. Dans cette perspective, elle s'emploie à favoriser la transition de l'aide d'urgence vers la réhabilitation et le développement par la collaboration avec les services de la Commission responsables de la coopération au développement et avec les autres donateurs. Sa mission comporte par ailleurs des actions de préparation aux

L'AGENDA

- 15-16 mai - Conseil général de l'OMC, Genève, Suisse
- 15-19 mai - Commission on Science and Technology for Development - CNUCED, Genève, Suisse
- 21 mai 2006 - Journée mondiale de la diversité culturelle pour le dialogue et le développement culturel
- 2-4 juin 2006 - Salon et conférence internationale sur la culture de non-violence, Cité des sciences et de l'industrie, Paris, France
- 29 mai-15 juin - Conférence générale de l'OIT-Genève, Suisse

catastrophes et de réduction de la vulnérabilité des populations exposées, notamment par le renforcement des capacités de réponse des communautés locales et des acteurs humanitaires concernés.

L'article

L'après-tsunami : entre émotions collectives et dures réalités de la reconstruction

Magazine Diplomatie, n° 18, 2006, 20 p.

Cet article propose un bilan humain et matériel détaillé des destructions dues au tsunami. Ce raz de marée a-t-il changé le regard que l'on porte sur la planète et va-t-il modifier les pratiques humanitaires ? Selon l'auteur, plusieurs leçons à tirer sont apparues au gré des évaluations. La première est l'importance de l'aide de proximité (voisins et pompiers locaux) qui est et restera la clé de la réponse à ces situations. La seconde est la capacité logistique et la finesse des diagnostics à mettre en place après la phase aiguë des événements. La troisième leçon met en avant l'importance d'une bonne mécanique financière et l'échange d'informations précises entre bailleurs de fonds, ONG et fondations. La quatrième met en évidence que trop d'argent à dépenser, vite et de façon visible conduit à des gâchis absurdes.

Débats sur l'aide

L'ouvrage

La gestion de l'aide : pratiques des pays membres du CAD

OCDE - 2005, 196 p. - Cote R3.131

Cet ouvrage qui s'inspire directement des enseignements de l'expérience acquise par les pays membres, aborde des thèmes aussi variés que le cadre juridique dans lequel s'inscrit la coopération pour le développement, la manière dont les donateurs organisent leurs activités dans les pays en développement partenaires, les mérites respectifs de la gestion centralisée et de la gestion décentralisée, les relations avec les organisations non gouvernementales, ainsi que la gestion de l'égalité homme-femme, la viabilité écologique et l'action humanitaire. Il décrit la réorganisation et la réforme des organismes d'aide engagés pour améliorer leur capacité de concourir à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement et de relever le niveau et la qualité de vie de la moitié des habitants de la planète.

Le rapport web

Volatility of Development Aid: From the Frying Pan into the Fire ?

Bulir, A. ; Hamann, J. - 2006, 32 p.

L'effet positif de l'aide étrangère est limité par le comportement erratique des flux d'aide. L'introduction en 1999 de différentes initiatives ancrées dans les PRSP qui visaient à renforcer la coordination entre bailleurs, améliorer la conception de programmes d'appui financier et leur mise en œuvre au niveau national devraient avoir conduit à une amélioration dans le temps des propriétés des flux d'aide. Or, rien ne permet d'affirmer que de tels changements fondamentaux aient été opérés dans la distribution de l'aide au cours des cinq dernières années. Il semble au contraire que la volatilité de l'aide ait même empiré et que la valeur d'information des engagements à long terme ait décliné. Partant de ce constat, les auteurs de ce rapport

L'AGENDA

- 8-10 mai 2006 - Comment surmonter les obstacles pour atteindre les objectifs du Millénaire - AIDE, Palais des Nations, Genève, Suisse
- 17-18 mai 2006 - Réunion annuelle de la Banque Africaine de Développement, Ouagadougou, Burkina Faso
- 20-22 mai 2006 - Forum économique mondial, Charm el cheikh, Egypte
- 22-23 mai 2006 - Forum « équilibrer la mondialisation » - OCDE, Paris, France
- 29-30 mai 2006 - Session spéciale ABCDE - Organisation de Coopération et de Développement Economiques / Banque mondiale, Tokyo, Japon

affirment que les causes principales de la volatilité et de l'imprévisibilité de l'aide, et plus largement la question macroéconomique de l'instabilité des pays en développement, n'ont pas encore été réellement appréhendées de manière systématique par la communauté des bailleurs.

L'article

S'approprier les politiques de développement : nouvelle mode ou vieille rengaine ? Une analyse à partir des expériences du Burkina Faso et du Rwanda

Meier, R. ; Raffinot, M. - Tiers-Monde, n° 183, pp. 625-650

Depuis 1990, les pays pauvres qui reçoivent des financements du FMI doivent présenter une stratégie de réduction de la pauvreté élaborée par le gouvernement. Le fait d'exiger une meilleure appropriation a été perçu comme un inflexion majeure. Pourtant, elle a toujours été prônée par les institutions de Bretton Woods, mais difficile à réaliser. L'analyse du processus d'élaboration des programmes au Burkina Faso et au Rwanda montre que les équipes du FMI ont souvent appliqué un diagnostic et des mesures préalables, sans prendre en considération les programmes élaborés localement, ne serait-ce que comme base de discussion.

A ne pas manquer

L'ouvrage

Diversité culturelle et mondialisation

Mattelart, A. - 2005, 122 p. - Cote H7.080

La mondialisation des industries culturelles a projeté les « produits de l'esprit » au cœur des négociations sur la libéralisation des échanges. Le thème de la diversité culturelle, longtemps tenu en lisière, a fait une entrée remarquée dans les grandes instances internationales. La préservation de la diversité doit-elle être du ressort des politiques publiques ou peut-elle se satisfaire de la multiplication de l'offre marchande de biens et services ? L'idée même de diversité culturelle recouvre des réalités et des positions contradictoires. Axe critique du nouvel ordre mondial, elle est à la base d'une démocratie-monde. Mais elle est aussi la caution du nouveau mode de gestion du marché global. Quel est le lien entre exception et diversité culturelle ? Pourquoi l'Union européenne a-t-elle troqué la première pour la seconde ? S'agit-il seulement d'assurer la possibilité à chaque ensemble culturel de produire ses propres images ou d'aller au-delà et de légitimer une nouvelle philosophie générale qui soustrait les biens communs de l'humanité à la loi du libre-échange ?

Le rapport web

Rapport du FEMISE 2005 sur le partenariat euro-méditerranéen

FEMISE - 2006, 113 p.

Le processus de Barcelone a créé un cadre novateur de coopération nord-sud et jeté les bases d'une intégration sud-sud. Dans ce cadre, le FEMISE a pour rôle d'examiner les résultats obtenus et identifier les conditions du succès de cette politique. Le rapport utilise des enquêtes réalisées pour mieux appréhender les comportements des entreprises et les conséquences en termes d'emplois. Il propose une analyse sectorielle de l'économie des PM et l'amélioration de l'offre face aux contraintes de la compétitivité. L'intégration régionale, les potentialités qu'elle recèle et les formes que peuvent prendre l'intégration euro-méditerranéenne et l'intégra-

tion sud y sont abordées. Enfin, le rapport s'intéresse aux aspects migratoires. Si le partenariat a cherché à créer une zone de paix et de prospérité, le déséquilibre entre la circulation des flux financiers et des marchandises d'une part et les flux d'hommes contraints d'autre part, génère des frictions et des réallocations économiques non optimales. Selon les auteurs, pour faire pénétrer les accords d'association dans le quotidien et conquérir l'opinion publique au sud, une évolution dans les possibilités de circulation des hommes sera très rapidement nécessaire.

L'ouvrage

Principaux points de la déclaration de Hong Kong

Le Moci, n° 1737, 2006, pp. 10-12

Elimination « des subventions à l'exportation » pour fin 2013 : cela se fera de manière progressive afin qu'une partie substantielle soit réalisée en 2010 si un accord final est signé en 2006. Coton : engagement des membres à obtenir une décision explicite sur trois aspects : arrêt des subventions à l'exportation par les pays développés en 2006, accès libre du coton des PMA sur les marchés de ces pays, reconnaissance de la nécessité de réduire les soutiens internes à la production ayant des effets de distorsions. Sur la question de la réduction des droits de douanes sur les produits industriels, c'est surtout le cadre général de cette réduction qui a avancé : « formule suisse » avec des coefficients ou élimination des droits de douane, y compris les « pics tarifaires », les droits élevés et la progressivité des droits. Le principe d'un traitement « plus doux » pour les PED est réaffirmé. Services : appel à tous les membres à participer aux négociations sans engagement de la part des PMA. Développement : les préoccupations et besoins spécifiques des PED sont pris en compte dans la déclaration finale. Les PMA (32) ont obtenu l'engagement d'un accès sans droits de douanes ni quota aux marchés des pays développés et des PED qui se « sentent » en mesure de le faire pour 2008 au plus tard.

Au sommaire du prochain numéro

- **DEFIS MONDIAUX** : Eau, Education

- **GEOGRAPHIES** : Afrique australe, Post-conflit

- **ORGANISATIONS** : Coopération décentralisée, CNUCED

Cette revue mensuelle des publications sur le développement a pour ambition de donner chaque mois, de façon synthétique, un écho particulier aux contenus scientifiques et techniques des principales revues et publications mondiales traitant les différentes dimensions du développement. Cette revue s'attache notamment à la restitution des contenus publiés par les éditeurs et revues suivantes et n'engage donc pas la responsabilité de l'AFD :

A propos • Africa confidential • African business magazine • African review of money finance and banking • Afrique agriculture • Afrique éducation • Aghrymet • Bulletin Alter-agri • Alternatives économiques • Alternatives internationales • Arabies • Archimède et Léonard • Les carnets de l'Aitec • Ashgate • Assexport • Autrepart • Aventure au XXème siècle • Banque magazine • Bois et forêts des tropiques • Bulletin de l'Union européenne • Bulletin d'informations économiques et commerciales Nigéria • Bulletin du club du Sahel • Bulletin du Conseil général du Gref • Bulletin du Fmi • Bulletin du Parlement européen • Bulletin économie solidaire Ires • Bulletin Medcoop • Bulletin mensuel de la Commission des opérations de bourse • Bulletin Objectif Terre • Bulletin officiel de la Banque de France • Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission d'Outre-mer (leom) • Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission des Dom (ledom) • Bulletin tropical Cahiers/agriculture • Les Cahiers de l'Ifri • Les Cahiers de l'Outre-mer • Les Cahiers d'études et de recherches francophones • Cambridge Journal of Economies • Choix • La chronique Amnesty International • Commerce international du bois • Le Courrier de la planète • Le Courrier des Pays de l'est • Le Courrier du maire • Critique internationale • Déchets, sciences et technique • Diagogflash • Dialogue • Eau potable • Ecoliers du monde • Economia • Economica • Economie et humanisme • Economie et prévision • Economie et sociétés • Economie et statistique • Economie internationale • L'Economie politique • Economie rurale • Energie plus environnement et techniques • L'Environnement magazine, décision environnement • Revue études • Les études de la Dgcid • Etudes foncières • L'Expansion Management Review • Eyrolles • Faim et développement magazine • Far Eastern Economic Review • Finances et développement • Bulletin d'information forêt méditerranéenne • Forum du commerce international • Fraternelle • Fruitrop • Gafi - bulletin d'informations • Géopolitique • Gérer et comprendre - annales des mines • Grain de sel • Gret • L'Harmattan • Health Policy and Planning • Hérodote • Hommes & migrations • Hydro plus magazine • Industry and Environment • Infosuma • Insee première • International Rubber Digest • IRD • Journal des Communautés européennes • Journal of African Economies • Journal of Microfinance • Khartala • Lettre Africa Energy Intelligence • Lettre d'information de l'Adea • Lettre d'information de l'Eadi • Lettre de conjoncture Bnp Paribas • Lettre de la profession bancaire • Lettre de l'Atibt • Lettre de l'Isted • Lettre de l'Océan indien • Lettre de Profession politique • Lettre de transparence • Lettre du blanchiment • Lettre du Cean • Lettre du Cepii • Lettre du Sahel • Lettre Gereso • Lettre mensuelle d'Equilibre et populations • Lettre mensuelle leom • Lettre mensuelle ledom • Liaisons énergies francophonie • Litec • Maghreb sélection • Marchés des céréales • Marchés du riz • Le Marin • Middle East Economic Digest • Mining journal • Le Moci • Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment • Nord-Sud Export • Les Notes bleues de Bercy • Note de conjoncture de l'Insee • Notes et études documentaires • Notes rapides de l'aurif • Les Nouvelles calédoniennes • Les Nouvelles d'Addis • Nouvelles de l'Uit • Nouvelles du sud • Nouvelles économiques et financières de Tunisie • Les Nouvelles de l'Office international de l'eau • L'Observateur de l'Ocde • Observations et diagnostics économiques • Ocde • Oil World • Option finance • Péninsule • Perspectives de l'alimentation Fao • Perspectives économiques de l'Ocde • Pétrole & gaz informations • Peuples en marche • Politique africaine • Politique étrangère • Problèmes économiques • Repères émergents • Revue Cambodge actualités • Revue d'économie du développement • Revue d'économie financière • Revue d'économie industrielle • Revue d'économie politique • Revue de la stabilité financière • Revue des concessions et délégations de service public • Revue des transports urbains • Revue des questions humanitaires • Revue du Trésor • Revue économique et sociale • Revue humanitaire • Revue Tiers monde • Rice Situation and Outlook Report • Santé et travail • Savings and Development Sciences • Journal sécheresse • Small Enterprise Development Journal • Sociétal • Sugar and sweetener • Syfia international • Systèmes solaires • Techniques financières et développement • Techniques culturelles simplifiées • Transports urbains • Transport international Urbanisme • Vietnam Investment Review • Villes en développement • Vivre autrement • World Bank Economic Review • World Bank Research Observer • World Development • World Economic and Financial Surveys • World Economic Outlook.

Responsable de la rédaction Véronique SAUVAT

Coordination Chantal SARALLIER, Véronique SAUVAT

Réalisation Alfred HUC, Hadj LAKHAL, Daniel LAMORLETTE, Annie LOPEZ-PORTZERT, Chantal SARALLIER, Sylvie SCIANCALEPORE

Graphisme : Solange Münzer • **Saisie/mise en page** : Francine GILBERT

Pour contacter RCH/AGC : 01 53 44 36 43